

Mouvement International ATD Quart Monde  
107, avenue du général Leclerc  
95480 Pierrelaye (France)

**POUR COMBATTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION,  
REPENSER L'ACTIVITE HUMAINE.**

Contribution au  
Sommet Mondial pour le Développement Social,  
Copenhague, mars 1995

Alwine de Vos van Steenwijk.

janvier 1995



## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>Chapitre I. SITUATION DE DEPART</b>	6
1. Au niveau global des sociétés, des progrès ont existé.	6
2. Inégalité, pauvreté et misère s'aggravent.	7
3. Un modèle économique dominant qui devient unique, quel espoir offre-t-il aux plus pauvres ?	10
4. Courants pour un autre développement à partir des plus pauvres.	12
5. En conclusion, quels enseignements nous offrent les plus pauvres ?	15
<b>Chapitre II. UNE CONCEPTION NOUVELLE DU DROIT DE TOUTE PERSONNE D'ETRE UTILE : LES ENSEIGNEMENTS DU PERE JOSEPH WRESINSKI</b>	17
1. Le sens du droit au travail : une pensée née de l'extrême pauvreté.	17
2. Concevoir la vie active de tous dans le sens d'un partage égalitaire, aussi bien de l'activité culturelle que de l'activité proprement économique.	18
3. Action de création sociale et politique.	19
4. La créativité culturelle.	20
<b>Chapitre III. REPENSER L'ACTIVITE HUMAINE SUR LA BASE D'UNE EXPERIMENTATION</b>	22
1. Repenser l'ensemble des efforts de l'homme pour créer des richesses.	22
2. Une recherche-action qui restitue aux plus pauvres les moyens d'exercer leurs responsabilités et leurs droits.	23
3. Les exigences d'une recherche-action qui change quelque chose dans la vie des populations exclues.	24
4. Le choix des activités.	24
5. Quelques considérations économiques.	24
<b>CONCLUSION</b>	26



## INTRODUCTION

Le Sommet mondial pour le développement social sera l'occasion d'une vaste réflexion sur les conditions d'un développement pour tout homme et pour tous les hommes dans toutes les régions du monde. Le contexte en est celui d'une interrogation sur les finalités mêmes du développement. Si nous voulons poursuivre l'idéal d'un développement **des hommes**, plutôt que **des économies**, il est sans doute urgent de rechercher et d'expérimenter une nouvelle synthèse entre le développement économique, social et aussi culturel. Cette synthèse devrait concilier une saine compétitivité économique avec le droit de tous à la participation, et, par conséquent, concilier la croissance économique non seulement avec la solidarité, mais avec le partenariat de tous.

Les Nations Unies qui organisent le Sommet de Copenhague ont défini quelques questions-clefs auxquelles celui-ci doit s'attacher :

- *le renforcement de l'intégration sociale, particulièrement des groupes sociaux les plus désavantagés et marginalisés,*
- *l'atténuation et la réduction de la pauvreté,*
- *le développement d'emplois productifs.*

Cela, dans un effort pour reconnaître *"la nécessité de réorienter les politiques sociales et de placer les besoins humains au centre des politiques"* et *"l'importance d'une démarche très diversifiée portant sur tous les aspects du développement et impliquant tous les acteurs"* (1).

Il est rappelé que la notion de développement social recouvre dans la pensée de l'ONU à la fois les questions et politiques sociales sectorielles (santé, éducation, emploi...) et les questions de fonctionnement et de devenir des sociétés (égalité des chances, répartition des revenus et services...).

Dans le paysage complexe de l'ensemble de cette réalité sociale à travers le monde, le *"Sommet s'intéressera surtout aux aspects communs de la condition humaine à travers le monde et aux aspirations partagées par des communautés qui restent séparées par la géographie et l'histoire [et visera à] stimuler la coopération internationale sous toutes ses formes, afin d'aider à la mise en oeuvre, au niveau national, de politiques sociales adaptées, efficaces et impliquant tous les citoyens"*.

Pour le Secrétaire général de l'ONU, il faudra pouvoir évaluer les décisions et recommandations du Sommet à *l'aune de leur contribution aux idées et politiques qui façonnent les conditions de vie des peuples, et particulièrement des plus faibles d'entre eux"* (2).

1 Rapport du Secrétaire général de l'ONU au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social, New York, janvier 1994.

2 idem.

C'est dans le cadre ainsi déterminé que le Mouvement international ATD Quart Monde entend conduire une réflexion portant conjointement sur les trois thèmes : l'intégration sociale, la lutte contre la pauvreté et l'emploi. Cela, en prenant les plus pauvres comme partenaires privilégiés de la pensée et comme acteurs indispensables à la réalisation de la politique à proposer en conclusion.

### **Intégration sociale, pauvreté, emploi, un même enjeu**

Dès 1945, les Etats membres de l'ONU ont eu à faire face à la pauvreté, mais ont cru, pendant un temps, qu'elle allait disparaître dans les pays riches et s'atténuer ailleurs. Nous savons aujourd'hui qu'il en est allé tout autrement.

Dans les pays du Nord, l'extrême pauvreté n'a jamais été vaincue et les situations de pauvreté relative progressent de nouveau. Dans tous les cas, un facteur de précarité semble être la fragilité de la situation professionnelle, voire l'absence d'emploi. Et dans les pays du Sud, même là où l'économie nationale a progressé de manière significative, la pauvreté reste préoccupante. Quant à la pauvreté extrême, toujours difficile à circonscrire, elle atteint un nombre croissant d'individus. Toutes ces situations semblent avoir un lien avec la situation de travail.

C'est au Père Joseph Wresinski que nous devons une meilleure compréhension de ce processus qui, des précarités de l'existence, notamment de l'absence d'emploi, peut conduire à la grande pauvreté. Pour plus de clarté reprenons la définition qu'il proposa et qui fut adoptée par le Conseil économique et social français en 1987 :

*"La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté, quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible" (3).*

Cette définition de la pauvreté comme un processus de privation progressive des moyens d'assumer des responsabilités et d'exercer des droits n'a pas découlé d'une analyse sur la pauvreté mais a été dictée par l'expérience vécue par les plus pauvres eux-mêmes et exprimée par un homme né lui-même dans une pauvreté extrême. De la même manière qu'un processus peut conduire des précarités à la pauvreté extrême, on peut aller de la marginalisation relative à l'exclusion totale.

Les situations de refoulement vers la marge d'une société peuvent avoir des causes très diverses : maladie, sexe, appartenance culturelle ou ethnique, religieuse ou politique. Elles peuvent demeurer relatives et ne pas conduire à l'exclusion totale de la vie de la

---

3 Conseil économique et social (France), Grande pauvreté et précarité économique et sociale : Rapport de Joseph Wresinski au Conseil économique et social. In journal officiel de la République française. 1987, N°6, Paris

nation. Il en va de même des précarités qui ne conduisent pas obligatoirement à la grande pauvreté. Pour illustrer cette réflexion, nous nous appuyons sur deux exemples.

Dans les pays du Benelux, un cadre au chômage se trouve certes en marge de la vie professionnelle, mais il ne perd pas pour autant toute relation avec le monde alentour, toute participation à la vie culturelle, sociale, spirituelle ou politique. Un travailleur sans instruction ni métier, frappé de chômage et qui vit dans des conditions de grande précarité, risque à terme de voir se rompre le peu de liens qu'il avait. Toute forme de partenariat est annulée en raison de son état de dépendance totale de la solidarité publique.

Nous observons une même disparité dans des zones rurales, à première vue relativement homogènes, en Amérique Latine. La pénurie économique ne pèsera pas sur celui qui possède un peu de terre de la même façon que sur celui qui n'en a pas. Le premier participera toute l'année au travail communautaire et au partage de son fruit. Le dernier ne pourra s'y investir que de façon saisonnière pour une rémunération minimale, selon les besoins en main d'oeuvre du moment. Parmi ses enfants, les aînés seront confiés à des familles en ville, où ils seront employés comme domestiques. Les plus petits restant dans la famille n'iront pas à l'école, car les parents manquent de moyens de payer les fournitures scolaires. De même si cet enfant tombe malade, la famille n'aura pas les moyens de lui assurer un traitement.

Ainsi nous pouvons mieux saisir le lien qui existe entre précarité et marginalisation, d'une part, entre grande pauvreté et exclusion totale, de l'autre. Dans la mesure où, en plus grands nombres aujourd'hui qu'hier, sont repoussés vers la marge de nos sociétés ceux qui souffrent du cumul de certaines précarités, cette marginalisation, par la rupture des liens sociaux qui l'accompagne, se confond avec le cercle vicieux qui entraîne les personnes et familles vers la grande pauvreté.

A la limite, grande pauvreté et exclusion totale se présentent à nous comme un seul et même phénomène. Elles représentent l'aboutissement de processus analogues et qui se confondent partout dans le monde. C'est dans cette perspective que nous voudrions conduire une réflexion sur la pauvreté en même temps que sur l'exclusion, en partant du fait que l'absence de possibilités et de moyens de participer à la vie économique par le travail joue un rôle prépondérant dans les deux processus.

### **Pourquoi un partenariat avec les plus pauvres ?**

La continuité qui existe entre précarité et pauvreté extrême d'une part et entre marginalisation et exclusion totale d'autre part ne doit pas nous faire oublier que lorsque les précarités s'accumulent et que les conditions de vie deviennent insupportables, ceux qui les subissent se trouvent dans une situation où il devient impossible de s'inscrire dans des projets communautaires. En effet ils n'ont plus de prise sur leur propre existence. Chaque jour, ils doivent trouver les moyens de survivre, sans avoir de garanties pour le lendemain. On dira d'eux qu'ils "ne veulent pas s'en sortir" et on fera de moins en moins appel à eux. S'installe alors un cercle vicieux qui les maintient en marge de la société.

Au sein de l'Union Européenne, nous constatons que l'idée est toujours communément admise que la meilleure façon de lutter contre la pauvreté et l'exclusion est de garantir un socle de droits sociaux fondamentaux **pour les travailleurs** (4). Ces droits, pense-t-on, s'étendront automatiquement aux catégories plus vulnérables de la société. L'histoire de la sécurité sociale en Europe nous démontre que les choses sont en réalité beaucoup moins simples.

Il est vrai qu'au cours d'une période de prospérité, dans les années '60, il y a eu une "diffusion" des droits acquis aux travailleurs salariés et indépendants vers d'autres catégories d'individus. Il convient cependant d'insister sur le fait que ces droits ne sont jamais devenus des droits absolus. Sous la pression de la nécessité de la réduction des dépenses publiques, ils sont aujourd'hui soumis à des conditions supplémentaires telles que la signature d'un contrat d'insertion qui se limite souvent à l'obligation d'accepter n'importe quel travail, fût-il le moins gratifiant qui soit. Finalement on constate que de plus en plus d'individus n'ont pas accès à ces droits.

En fait l'histoire d'Europe occidentale nous montre que les conquêtes sociales ne bénéficient que très difficilement ou jamais aux populations les plus pauvres qui en auraient été exclues au départ. Le Père Joseph Wresinski avait toujours réclamé que soit créé un plancher de droits en dessous duquel nulle personne, si défavorisée soit-elle, ne puisse plus tomber. N'avoir pas su instaurer un tel plancher au temps de la prospérité, fait qu'en des temps d'insécurité économique générale, des personnes jusqu'alors à l'abri peuvent retomber en nombre croissant dans la pauvreté et l'exclusion.

Nous avons là deux raisons pour lesquelles il nous paraît indispensable de bâtir les politiques d'avenir en partenariat avec les plus pauvres. Ceux-ci, parce qu'ils connaissent l'exclusion depuis de nombreuses générations, qu'ils n'ont guère ou pas du tout bénéficié des avancées sociales, peuvent apporter leur expérience et leurs réflexions ; ce qui sera utile non seulement à eux, mais aussi à tous ceux qui connaissent aujourd'hui de situations de précarité et d'exclusion. Ensuite nous constatons que pour qu'une politique bénéficie effectivement aux plus pauvres, il est nécessaire que ceux-ci soient d'emblée pris en considération. Et ils doivent l'être tant au niveau de la conception, que de la réalisation et de l'évaluation de ces politiques.

En somme, rendre ces populations exclues partenaires, agents de leur propre développement, est une question à la fois de justice et d'efficacité. Bâtir la communauté nationale et internationale à partir de l'expérience des plus pauvres et en collaboration active avec eux, signifie construire une société qui aurait définitivement rompu avec des politiques destinées au plus grand nombre et des politiques spécifiques pour les exclus.

### **Redistribution, intégration, protection.**

Dans son message aux participants au Colloque sur le Sommet mondial du développement social, organisé à Paris par le Centre d'information des Nations Unies

---

4 voir le Livre Vert sur la politique sociale de l'Union Européenne : L'avenir de la politique sociale européenne, Bruxelles, 1993. (Com(93)551). Et aussi la réponse de la Confédération européenne des Syndicats au Livre de l'Union européenne - résolution du Comité exécutif - Bruxelles, 10-11 mars 1994.

pour la France, en collaboration avec le Mouvement International ATD Quart Monde (5), Monsieur Boutros Boutros Ghali a précisé que les politiques à définir devraient porter, en particulier, sur la redistribution des revenus, l'intégration des individus et la protection sociale.

La redistribution des revenus, moyen classique, dans l'économie de marché, de rechercher la justice sociale, demeure toujours nécessaire. Mais la crise actuelle semble montrer qu'elle est insuffisante. Seule une véritable *redistribution des chances* peut venir à bout de la pauvreté et de l'exclusion.

L'intégration des individus dans la société doit être la finalité de l'ensemble des politiques sociales. L'intégration des personnes dépend de leur possibilité d'assumer un rôle dans la société ; par conséquent, l'emploi et d'une manière plus générale la possibilité d'occuper une place utile dans la société doivent devenir une finalité explicite des politiques économiques et sociales.

La protection sociale telle qu'elle a été développée dans les économies de marché du Nord se réfère aux mouvements conjoncturels et non aux mutations structurelles qui dominent maintenant le Nord comme le Sud. Aujourd'hui nous voyons qu'il doit en aller autrement et que la protection sociale doit devenir partie intégrante de l'ajustement structurel.

### **Repenser l'activité humaine**

Nous voudrions dans les pages qui suivent traiter des thèmes de la pauvreté et de la marginalisation à travers leur cause principale en notre temps : celle de l'impossibilité des personnes et des groupes d'être à la fois autonomes et utiles à leur entourage, par le travail en particulier. Nous le ferons en nous appuyant sur l'expérience et la vie des plus pauvres.

Nous partageons l'idée déjà répandue qu'un "traitement social" du chômage et de l'exclusion ne suffit plus et qu'il est devenu indispensable de concevoir autrement l'ensemble de l'activité humaine à l'intérieur et en dehors des systèmes économiques dominants. Pour cela, nous nous référerons à l'expérience, la vie et la pensée d'un homme issu lui-même de la grande pauvreté, le Père Joseph Wresinski, qui durant trente ans a conduit une action originale dans quatre continents, fondée sur le droit de tout homme d'être responsable, en partenaire authentique, de l'avenir de son pays et de la communauté internationale.

Peut-on englober dans une même démarche toutes les situations, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest ? C'est une question qui nous est souvent posée. Le Sommet, nous l'avons souligné, prévoit de s'intéresser "*surtout aux aspects communs de la condition humaine à travers le monde ...*". C'est une option que nous partageons d'autant plus volontiers que, depuis 38 ans, nous sommes témoins que les populations les plus pauvres et les plus exclues de par le monde vivent des expériences de souffrances, de pensée et d'espérance **réellement communes**.

5 Message du Secrétaire général de l'ONU, Colloque sur le Sommet mondial pour le Développement social, Centre d'information des Nations Unies à Paris, Communiqué de presse n°29/94 du 14 décembre 1994.

## Chapitre I. SITUATION DE DEPART

Nous voudrions dans ce chapitre reprendre, brièvement, les analyses les plus courantes des situations économiques et de l'emploi qui, à travers le monde, peuvent être considérées comme la principale cause de précarités et marginalisations de l'existence. Nous devons le faire en nous posant une question que la plupart des analyses passent sous silence : comment ces situations économiques affectent-elles actuellement les personnes et familles déjà épuisées par une longue misère ? Nous nous interrogerons aussi sur ce qu'en pensent d'une part les intéressés et d'autre part, les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les ONG et l'opinion publique.

### **1. Au niveau global des sociétés, des progrès ont existé.**

La seconde partie du XXème siècle a vu se réaliser d'importants progrès : croissance globale, augmentation de l'espérance de vie, amélioration globale des conditions de vie. Et si, comme le souligne l'UNICEF (1), les populations pauvres majoritaires dans le monde ne reçoivent toujours qu'une part minoritaire des crédits, il faut reconnaître que de nombreuses actions ont tenté d'améliorer le niveau d'instruction, de santé, de promouvoir de meilleures conditions pour les femmes et les enfants et de soutenir des projets de développement.

En ce qui concerne les plus pauvres, il existe des signes qui témoignent d'un changement à leur égard : la reconnaissance par l'ONU du 17 octobre comme Journée mondiale du refus de la misère (2), le souci d'organisations intergouvernementales "d'atteindre les plus pauvres" (3) ou d'étudier les liens existant entre grande pauvreté, famille et droits de l'homme (4). Ce changement est significatif car il conduit à considérer les êtres humains vivant dans la misère comme des citoyens capables de penser et d'agir pour le bien d'autrui et le leur propre. La reconnaissance internationale du combat du Père Joseph Wresinski, de son rapport "Grande pauvreté et précarité économique et sociale"(5), de sa définition de la pauvreté en termes de responsabilités et de droits de l'homme y sont pour beaucoup.

Une meilleure compréhension des conditions de l'exclusion et de l'insertion des plus pauvres se fait jour un peu partout. De même apparaît une conscience plus aiguë de la nécessité de promouvoir la participation sociale et politique de ceux qui vivent dans des situations de grande pauvreté et d'exclusion. Parallèlement, on prend de plus en plus conscience qu'il est absolument nécessaire que des hommes et des femmes s'engagent au service du développement des plus pauvres pour que ceux-ci puissent mettre en oeuvre leurs facultés humaines paralysées par une trop longue misère.

1 UNICEF, Eau et assainissement : atteindre les objectifs mondiaux. New York, mars 1994.

2 Assemblée générale des Nations Unies, résolution 47/196 (22 décembre 1992).

3 Atteindre les plus pauvres : étude en cours de réalisation par le Mouvement international ATD Quart Monde, pour le compte de l'UNICEF.

4 Commission des Droits de l'homme de l'ONU, résolution 1994/12.

5 Rapport Grande pauvreté et précarité économique et sociale : op.cit.

## **2. Inégalité, pauvreté et misère s'aggravent.**

### **2.1. Les inégalités entre pays.**

Ces deux dernières décennies, de l'avis de nombreux experts, sous les coups de ce qui fut d'abord appelé "la crise" et s'est révélé être une mutation profonde de toutes les sociétés, les inégalités existantes se sont aggravées et ont précipité dans la misère et l'exclusion des populations entières.

L'écart entre les nations a continué de s'accroître. La Banque Mondiale (6) nous apprend qu'une croissance globale de 1.3% a été observée en 1992. Mais si l'Asie du Sud-Est a connu un fort décollage, la situation dans les pays à faible revenu lourdement endettés s'est nettement dégradée. D'autre part l'indice des prix des produits de base non pétroliers a atteint son plus bas niveau depuis la seconde guerre mondiale. Pour des pays où la production agricole et de minerais constitue la principale richesse, cette évolution est catastrophique.

Le phénomène se marque aussi entre des régions d'un même pays ou d'un groupe de pays comme l'Union Européenne. Ainsi en Italie, la division nord-sud s'élargit, au Royaume-Uni on voit aussi de larges différences régionales. L'Allemagne a la région la plus riche de l'Union : Hambourg, mais aussi la plus pauvre : la Thuringie (7).

Nous ne détaillerons pas la situation dans les pays de l'Afrique sub-saharienne dont de nombreuses analyses notent l'enlisement dans la pauvreté. On ne peut que constater tous les dégâts qui en résultent : dégradation de la qualité de l'enseignement primaire, désorganisation des systèmes de santé, aggravation de la malnutrition et de la mortalité infantile, pour ne citer que ceux-là (8).

Dans ce contexte, il importe de souligner le courage des gouvernants et des populations qui résistent et inventent chaque jour des solutions aux multiples problèmes posés. Ce sont d'innombrables gestes pour s'en sortir, envers et contre tout, généralement ignorés par l'opinion, qui permettent à des peuples de ne pas sombrer dans la désespérance la plus totale. A titre illustration, citons l'étude de James Scott (9).

Il est vrai cependant que certains pays – les plus en difficulté – se retrouvant sans moyens propres, avec des fonctionnaires payés par des pays étrangers, ne peuvent pas reconquérir, par eux-mêmes, un développement et un dynamisme économique tant soit peu autonomes. Dans ces pays, l'épuisement des corps et des esprits qui s'ensuit touche une majorité de la population nationale. Comment, dans de telles conditions, l'écart entre pays en développement et les pays les plus pauvres parmi ceux-ci ne se creuserait-il pas encore davantage ?

6 Banque Mondiale. Rapport Annuel 1993. (Washington D.C., août 1993). : "La lutte contre la pauvreté est ce à quoi devrait être jugée l'action de la Banque".

7 cfr The European, du 10.10.1994.

8 cfr article de Katherine Marshall, directeur du Département Afrique sahélienne à la Banque Mondiale, dans Le Monde, 12.04.1994, supplément "L'économie".

9 Scott James : Weapons of the weak : Everyday forms of peasant resistance. (Yale University Press, 1985)

## 2.2. Inégalités entre groupes sociaux.

Il est vrai que partout l'appauvrissement du pays, les effets des guerres et des pénuries sont diversement ressentis. Ce sont les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut à ces fléaux. Citons, à titre d'exemple, ce que nous rapportaient des médecins alliés du Mouvement ATD Quart Monde à Sarajevo. Dans cette ville, ils constataient que depuis le début des hostilités, le taux de mortalité infantile dans les rues les plus pauvres de la ville était huit fois plus élevé que celui dans les quartiers résidentiels ; mortalité non pas due au conflit armé mais à la malnutrition, à la maladie, au froid...

Dans le cadre de ce document, nous nous attacherons à la situation de pauvreté et de marginalisation à partir de l'exclusion du marché de l'emploi. Dans les pays occidentaux, le travail est un facteur important d'égalité entre les citoyens et progressivement il est devenu le moyen essentiel de faire reconnaître sa dignité d'homme et de citoyen. Dans les Universités populaires du Quart Monde (10), nombreux sont les hommes ayant vécu dans des conditions de grande misère qui expliquent que le travail est ce qui permet d'assurer des ressources, mais aussi de faire reconnaître leur dignité, notamment vis-à-vis de leurs propres enfants.

Dès les années de prospérité qui furent celles de la naissance du Mouvement ATD Quart Monde dans un camp de sans-logis de la banlieue parisienne, le Père Joseph dénonçait l'exclusion du monde du travail des plus pauvres. Aujourd'hui, l'extension du chômage à d'autres couches de population moins défavorisées, conduit un organisme comme l'OCDE à mettre l'accent sur l'accroissement d'une dualisation de la société dans les pays membres. A côté des chômeurs et chômeurs de longue durée, l'OCDE prend en compte une nouvelle catégorie constituée des "travailleurs découragés, de ceux qui travaillent à temps partiel contre leur gré, des travailleurs sous-employés" (11). Par exemple, on estime qu'en Allemagne, d'ici à l'an 2000, les travailleurs sous-employés pourraient constituer une réserve latente de 2,6 millions de personnes en plus des 3,3 millions de chômeurs déclarés auxquels il faut s'attendre. En outre, et c'est sans plus grave encore, dans de nombreux pays, réapparaît dans le langage administratif la notion d'un ensemble de chômeurs irrécupérables "dont la remise au travail n'est pas négociable".

L'exclusion des circuits officiels de l'emploi est liée à d'autres domaines de la vie. C'est ce que le Père Joseph Wresinski a souligné à maintes reprises (12). Le chômage chronique des travailleurs sans qualification fait partie de l'ensemble des privations qui forment le cercle vicieux de la misère. On ne peut pas isoler la question du chômage chronique de toutes les autres questions qui affectent la vie des très pauvres : la situation du logement, l'errance qui casse l'intégrité familiale, les pressions faites sur les familles les plus pauvres dans les domaines de la santé et de la vie familiale, l'illettrisme qui reste

10 Les Universités populaires du Quart Monde ont été créées par le Père Joseph Wresinski dans les pays occidentaux, dans le cadre de son action pour le droit au savoir, à la vie associative, et à la participation aux affaires de la société. Elles rassemblent des hommes et des femmes de tous milieux qui mettent en oeuvre la priorité aux plus pauvres.

11 OCDE. Forum sur l'Avenir. Janvier 1994, Introduction p4.

12 notamment dans "Les plus pauvres, révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme" in "1989, les droits de l'homme en question". Commission nationale consultative des droits de l'homme (Paris, documentation française. 1989) ; également dans son intervention écrite à la 43<sup>e</sup> session de la Commission des droits de l'homme : "La grande pauvreté, défi posé aux droits de l'homme en notre temps" (E/CN.4/1987/NGO/2).

un défi non seulement dans les pays en développement mais aussi dans les pays industrialisés.

Cette absence de toutes les sécurités de base (travail, logement, santé, ressources, instruction...) met en cause, pour les plus pauvres, les libertés fondamentales. Et, parmi celles-ci, le droit de vivre en famille. Le rapport "Familles du Quart Monde, acteurs de développement" (13) souligne combien la misère détruit la famille. Dans tous les pays du monde, chaque fois que la misère s'accroît, la famille est menacée de se séparer : les hommes doivent partir au loin dans l'espoir de trouver du travail, d'autres fuient par honte de ne pas pouvoir subvenir aux besoins des leurs... C'est cet éclatement de la famille qui fait que certains enfants sont livrés à la rue. Cependant on relève trop peu l'endurance dont font preuve les familles très pauvres et les renoncements qu'elles acceptent pour essayer de maintenir l'unité de leur famille. La misère, lorsqu'elle dure, détruit l'être humain et, en tous cas, empêche ceux qui en sont victimes d'exercer leurs droits fondamentaux.

L'aggravation de cette situation conduit l'opinion publique et les décideurs à rendre les plus pauvres coupables de leur situation. En témoignent dans de nombreux pays, les contreparties du revenu minimum, exigées en particulier des très pauvres, sans cesse soupçonnés de paresse ou de fraude : travaux humiliants, rétribués de façon dérisoire, défilant les accords internationaux signés dans le cadre de l'OIT... Tout compte fait, l'évolution économique actuelle semble contribuer à aggraver l'exploitation des travailleurs, en particulier de jeunes.

Il est vrai que ces conditions défilant les normes internationalement admises permettent parfois aux travailleurs les plus pauvres, toujours les moins qualifiés, de trouver quelque emploi. Lorsqu'ils continuent de se laisser embaucher (ou de laisser embaucher leurs enfants) dans de telles conditions, alors que les organisations de défense des travailleurs les contestent au nom du droit, ces travailleurs les plus démunis sont accusés de briser les mouvements pour les droits de l'homme.

Dans les pays en voie de développement, le fossé entre les populations vivant dans un état de pauvreté relative et les populations totalement exclues semblent s'accroître aussi. Dans les pays d'Asie où l'économie progresse de la manière la plus spectaculaire, grand nombre de pauvres, mais surtout les plus pauvres sont les victimes de cette croissance inespérée. Cela est particulièrement visible dans les grandes villes où la valeur des terrains qu'ils occupaient a tellement augmenté que les propriétaires – publics ou privés – ont entrepris de les déloger massivement de là. Les autorités publiques proposent des terrains de relogement dans des zones non encore défrichées, encore moins viabilisées, loin du centre de la ville et, par conséquent, éloignées des réseaux de l'emploi et des marchés. Les plus pauvres, chassés de leurs bidonvilles, deviennent prisonniers du cercle infernal de l'errance.

Prenons l'exemple d'Haïti, où les plus pauvres survivaient avec peine au jour le jour. Quand l'embargo international a frappé le pays, cela même leur devenait impossible. Et

---

13 Mouvement international ATD Quart Monde : Familles du Quart Monde, acteurs de développement. Pierrelaye, 1993. Rapport réalisé avec le soutien du Secrétariat de l'ONU pour l'Année internationale de la Famille.

dans la lutte plus âpre pour la survie, les relations entre pauvres et très pauvres, d'amicales ou pour le moins tolérantes, sont devenues hostiles. Voici ce qu'en disait une mère de famille à l'équipe d'ATD Quart Monde demeurée sur place : *"Nos enfants avaient une chance de survivre, non pas grâce à des aides souvent données au compte-goutte, mais parce qu'ils nous voyaient, nous leurs parents, nous lever tôt le matin pour essayer de trouver un travail journalier, pour faire la lessive à gauche ou à droite ; parce qu'ils nous voyaient tenir un petit commerce, acheter un petit panier de pistaches pour les revendre sur le bord de la route et pour pouvoir dire le soir : voilà ce que je garde pour mon commerce et pour faire manger mes enfants. Maintenant que nous ne trouvons plus rien, les enfants qui ne nous voient pas travailler, ne le feront plus à leur tour. Le malheur réside dans le fait que nous sommes amenés à mendier avec nos enfants, même auprès de personnes auxquelles nous n'avions rien demandé d'autre que d'accepter notre amitié"*.

Ces exemples nous rappellent la rupture qui s'opère apparemment de manière de plus en plus irréversible entre pauvres et très pauvres. Et cela, nous le constatons dans tous les pays du monde. Partout à travers le monde, les équipes d'ATD Quart Monde ont vu des familles disloquées contre leur gré à cause de la misère. Elles ont vu des hommes, des femmes et même des enfants devoir utiliser leur énergie pour survivre, gâchant là tout autre investissement (instruction, formation, travail...) qui bâtit l'avenir. Et partout les plus pauvres sont considérés comme "infra-humains" à cause de leurs conditions de vie : jugés incapables de fonder une famille, d'élever leurs enfants, de travailler, de participer à la vie en société, bref d'agir pour leur bien propre et celui d'autrui.

Il faut bien se rendre à l'évidence que les caractéristiques de la misère sont aujourd'hui universelles. Cela ne nous fait pas oublier les contextes spécifiques à chaque pays. Et notamment le fait que, dans les pays pauvres, vouloir atteindre **les plus** pauvres et les considérer comme partenaires demande de prendre en considération les besoins – souvent très importants – de l'ensemble de la communauté ou du pays.

### **3. Un modèle économique dominant qui devient unique, quel espoir offre-t-il aux plus pauvres ?**

On a longtemps pensé que l'économie de marché se développerait partout dans le monde d'une manière linéaire en passant par des étapes d'industrialisation telles que les ont connues dans le passé les pays riches. Il faut bien admettre que cela est faux, que nombre de pays pauvres ont sauté cette étape et qu'ils sont précipités dans une société post-industrielle. Ce n'est pas à la légère que les experts parlent d'une mondialisation des économies comme d'ailleurs des cultures. C'est dire que les effets néfastes de l'économie de marché que subissent les plus pauvres, sont aussi, de plus en plus, de même nature à travers le monde.

#### **3.1. Analyses courantes de l'évolution économique.**

De l'avis des experts, nous ne vivons pas une banale conjoncture de transition ; ce sont les équilibres sur lesquels étaient fondées les sociétés développées qui sont durablement remis en cause. Sous l'effet de la révolution technologique, une nouvelle logique s'est mise en place, se manifestant par le passage du **produit** à la **fonction** et par

la primauté de l'échange sur la production. La différence entre bien et service s'est estompée. Concrètement, ce n'est pas seulement la machine qui a remplacé le travailleur, mais aussi la coopération et la relation qui ont remplacé la force de travail.

L'autonomie ouvrière reposait sur une force de travail et un **savoir-faire** extérieur à l'entreprise. Le métier reposait sur des apprentissages en situation de travail. C'est ce qui était produit qui structurait la qualification. Ces capacités sont aujourd'hui remplacées par la capacité de s'intégrer dans un système complexe : il faut **savoir communiquer** et comprendre les relations de son poste de production à l'environnement. La solidarité interne à l'entreprise devient plus pertinente, plus utile que la solidarité de classe. Ces changements de nature des rapports sociaux au sein de l'entreprise ont rendu inopérants la plupart des droits des travailleurs.

Et parce que la nature du processus de production a changé de manière irréversible, la création de richesses et la croissance se dissocient, dans une certaine mesure, de la création d'emplois.

### **3.2. Insertion dans la production.**

Il semble que la formation à elle seule ne puisse relever le défi de l'adaptation de la main d'oeuvre, d'une part parce que ses débouchés dépendent du niveau de création d'emploi (cercle vicieux), et d'autre part, parce que les exclus de l'emploi sont aussi les laissés-pour-compte de la formation. Marqués par l'échec scolaire, par l'exclusion sociale, de nombreux chômeurs n'arrivent pas à intégrer les logiques de formation et développent des résistances vis-à-vis de tous les stages par lesquels ils sont contraints de passer. De par leur isolement social, ces chômeurs éprouvent les plus grandes difficultés à intégrer une nouvelle culture de travail ; en effet, ils étaient déjà le plus souvent exclus de l'ancienne. Ressurgissent alors vis-à-vis d'eux des attitudes et un langage d'abandon.

La logique économique a mis en avant, plus encore que par le passé, la productivité comme valeur. Pour tenir sur un marché financier, il faut apparaître comme le plus performant. L'école, l'université, la formation professionnelle doivent préparer un "capital humain" limité mais performant pour rendre l'économie compétitive face au concurrent étranger. Cette réalité ne peut qu'accentuer les inégalités entre individus, groupes sociaux, régions, pays et même continents.

### **3.3. Quelles sont les réponses concrètes généralement offertes ?**

La restitution d'un emploi correctement salarié demeure au centre de la plupart des solutions proposées. Tout se passe comme si l'économique demeurerait la solution à l'économique, la création d'emplois et le partage du temps de travail au sens classique, la solution au chômage. C'est une solution qui risque d'exclure toujours plus les plus pauvres, victimes d'un ensemble de privations de leurs droits fondamentaux qui s'enchaînent et se renforcent les unes les autres.

Il est vrai que, comme l'ont relevé de nombreux auteurs, deux courants s'affrontent : celui d'une monétarisation des rapports sociaux, d'une part, et celui de la réintroduction d'une éthique, d'une notion plus claire des droits de l'homme dans les rapports sociaux, de l'autre. Cependant les plus pauvres ont-ils quoi que ce soit à attendre même de ce second

courant, dans la mesure où ils sont considérés de plus en plus dans tous les pays comme des êtres humains inférieurs, voire indignes ?

Notons à cet égard que les rapports de la BIRD semblent représenter un étonnant effort pour tenter de concilier l'inconciliable, la primauté de la lutte contre la grande pauvreté se trouvant associée aux exigences d'une gestion économique rationnelle (au sens bancaire sinon au sens humain), parfois dans la même page (14).

#### **4. Courants pour un autre développement à partir des plus pauvres.**

##### **4.1. Actes de résistance des très pauvres eux-mêmes et soutiens offerts par leur proche entourage.**

Les plus pauvres n'attendent pas les soutiens publics pour résister à la misère qui est la leur. Ils mettent déjà en œuvre de nouvelles façons de concevoir l'activité humaine, dans les domaines les plus divers et, bien entendu, dans celui du travail. Ce qu'il est convenu d'appeler le marché de l'emploi informel repose pour une large part sur la volonté acharnée des pauvres de travailler coûte que coûte. A noter qu'il existe un marché informel organisé, mais au-delà de celui-ci, il y a un secteur informel non organisé dans lequel on retrouve des millions de personnes improvisant au jour le jour des gagne-pain les plus inattendus pour vivre et faire vivre leur famille. Le "Forum permanent : Extrême pauvreté dans le monde" (15) recueille d'innombrables faits qui témoignent de cette résistance. Il enregistre aussi les difficultés, pour les ressortissants de milieux ou de régions pauvres, pour obtenir des financements, un soutien logistique, ou plus simplement les moyens de réfléchir avec d'autres. Mais il est clair aujourd'hui que la prise de conscience de cette résistance des très pauvres eux-mêmes avance et qu'elle pourrait changer profondément à la fois les attitudes et l'action à conduire avec eux.

##### **4.2. La place de la famille.**

Trop souvent on s'est attardé à des catégories de population : enfants, jeunes, femmes, malades, chômeurs... sans prêter attention à la vie familiale des intéressés. Cette tendance semble aujourd'hui être abandonnée de plus en plus. Là encore l'inspiration paraît venir des populations les plus pauvres qui, pour éviter l'éclatement de la famille, endurent souvent les pires situations.

Ceux qui veulent prendre au sérieux ces efforts des très pauvres découvrent l'importance de la reconnaissance de la famille, si pauvre soit-elle, comme lieu essentiel du développement de la personne humaine. Mais les plus pauvres nous enseignent en outre que la famille est le lieu privilégié où ils trouvent les capacités et les motivations pour résister à la misère et à l'exclusion, pour renouveler encore et encore leurs efforts pour manifester leur utilité.

14 Voir les rapports annuels de la Banque Mondiale, le "Environnement Bulletin" ou encore le rapport "The World Bank Group, Learning from the past, Embracing the future" juillet 1994.

15 Le "Forum permanent : Extrême pauvreté dans le monde", fondé par le Père Joseph Wresinski, est un réseau de personnes et de petites associations engagées auprès de populations très démunies. Il compte des membres dans plus de cent pays.

*"Perdre une certaine cohésion de la vie familiale est grave pour tout homme. Pour les plus pauvres, c'est la dernière protection contre la destruction de la dignité de la personne qu'ils perdent ainsi"(16).*

#### **4.3. Place de la solidarité.**

Dans les pays du Nord, à mesure que l'idée des rapports de force, de lutte de classes s'estompait, on a pu voir se répandre une pensée (sinon toujours une pratique) nouvelle concernant la solidarité entre classes ou groupes de populations aux intérêts contradictoires. Les Eglises ont certainement assumé leur rôle dans cette évolution de l'idée de lutte vers celle de solidarité.

Au sein de la communauté internationale, le débat sur un nouvel ordre économique international qui opposait et oppose encore les pays du Sud aux pays du Nord a cédé quelque peu la place à un autre langage par rapport à la solidarité entre les peuples. Tout se passe comme si l'idée de solidarité entre groupes de pays ou de populations aux intérêts divergents avait pris le pas sur l'idée de solidarité au sein même de chacun de ces groupes.

La misère est peu propice à la solidarité organisée telle que nous la concevons aujourd'hui. Parmi les auteurs qui nous l'ont rappelé, le Père Joseph Wresinski fut le premier et le plus éclairant (17). Sans solidarité interne, une population voit faiblir son identité, sa cohésion, sa culture, la mise en oeuvre de toutes ses forces vives. Alors la solidarité entre elle et d'autres groupes retourne vite à des liens de domination, de paternalisme et de dépendance qui, à leur tour, vont affaiblir les relations d'entraide interne. Le Père Joseph, à la lumière de l'expérience des plus pauvres a fait ressortir que la solidarité interne et la solidarité externe sont indivisibles.

Cette réalité a été peu prise en compte dans les politiques de lutte contre la misère. Et ceci, sans doute pour deux motifs : la peur d'"organiser les pauvres" qui peuvent devenir un danger politique, d'une part, le fait de considérer les très pauvres comme une population à aider, à instruire et à guider, plutôt qu'à prendre pour partenaire, de l'autre.

L'ambition des programmes publics ne semble pas encore être celle mise en application par de nombreuses ONG et qui consiste à favoriser le partenariat des plus pauvres à travers le monde, en leur permettant de créer entre eux des solidarités internationales, comme le font aujourd'hui la plupart des autres groupements d'intérêts.

#### **4.4. La place de la culture.**

Dans le monde entier, nous enregistrons la demande des populations enfermées dans la misère de voir reconnaître **leur** savoir et de partager celui du monde environnant. Le Père Joseph Wresinski explique pourquoi cette aspiration se fait jour dans de nombreux projets d'ONG, engagées dans des zones de misère. *"Il n'est pas vrai que l'enfant apprend d'abord pour son bien, ni l'adulte d'abord pour faire carrière. Tout être*

16 Père Joseph Wresinski : Conférence à Bonnecombe, 1985, Archives de la maison Joseph Wresinski, Baillet-en-France.

17 voir, entre autres, P. Joseph Wresinski : *Ecrits et Paroles* Tome 1. (Luxembourg/Paris, Editions Saint-Paul/Editions Quart Monde 1992).

*humain aime apprendre à communiquer, à se communiquer, dans la mesure où il se sait attendu" (18).*

*"Savoir, c'est d'abord avoir conscience d'être une personne, c'est pouvoir donner un sens à ce que l'on vit et pouvoir l'exprimer. C'est se rendre compte que l'on a un rôle à jouer dans le monde, c'est connaître ses racines, s'identifier à une famille, à une communauté. Savoir c'est être capable de comprendre ce que l'on vit et pouvoir le partager avec d'autres, c'est vivre des expériences desquelles on ne sort pas humilié mais fier" (19).*

Dés que l'occasion leur en est offerte, les très pauvres expriment une attente dans le domaine culturel : non pas du tout comme un besoin "en plus", à considérer lorsque les besoins cruciaux de nourriture, de travail, de logement seraient satisfaits, mais comme une nécessité fondamentale aussi vitale que les autres. La prise en compte de l'aspiration des plus pauvres au savoir et à la culture a très certainement modifié le contenu de bien des projets d'action sur le terrain. Les projets qui ont servi de base à l'exploration "Atteindre les plus pauvres" (20) ont montré avec beaucoup de clarté, et dans des contextes très divers, l'importance de la place de la culture non seulement pour atteindre les plus pauvres, mais aussi pour leur permettre de devenir des partenaires reconnus dans un programme d'action.

#### **4.5. Les courants de pensée universitaires.**

Il est vrai que dans la pensée sur le développement social face à la pauvreté définie en termes de droits de l'homme, l'Université a pris du retard sur les organes de l'ONU et les ONG. Aux Pays-Bas, par exemple, nous sommes en présence d'un débat déjà ancien entre les auteurs qui attribuent la pauvreté à des facteurs structurels et ceux qui l'attribuent à des causes personnelles ou aux structures de la personnalité. Un point d'accord paraît pourtant acquis : les définitions de la pauvreté en termes encore largement économiques ne peuvent plus suffire.

Plus que la pauvreté et l'exclusion en tant que telles, ce sont les mutations économiques actuelles qui semblent avoir déclenché un nouveau courant d'intérêt pour les aspects sociaux, dans les Universités des pays du Nord. Au-delà des causes et des effets économiques, de nombreux chercheurs analysent aujourd'hui aussi les conséquences sociales. C'est sur ces analyses que pourrait se greffer éventuellement une réflexion nouvelle sur la pauvreté et sur les Droits de l'homme.

Plus pertinent pourrait être le courant de pensée qui se consolide actuellement, en Europe Occidentale, autour de notions telles que "l'économie solidaire et plurielle" (21), le "tiers-temps", le "temps civil", "l'économie nouvelle" (22) ou encore "le travail

18 Allocution du Père Joseph Wresinski à un groupe de parents très pauvres aux Pays-Bas, en 1976.

19 P. Joseph Wresinski. Revue Igloos n° 105/106. L'enfant du Quart Monde en quête de savoir. (Pierrelaye, Editions Sciences et Service, 1979).

20 "Atteindre les plus pauvres". op. cit.

21 Sauvage Patrice : De l'exclusion à l'emploi, une politique possible, in "Grande pauvreté et politique de l'emploi". Juillet 1994.

22 Delplanque B. : Pour un tiers temps de travail neuf. Revue Etudes. Décembre 1993.

nouveau" (23). Notions qui représentent des essais de repenser solidairement le partage du temps de travail et celui des temps d'autres services à la communauté, de repenser aussi la rétribution et la distribution des avantages sociaux sur de nouvelles bases. L'ouvrage de Raymond Racine (24) nous introduit aussi à une réflexion plus fondamentale sur le droit de toute personne de participer au devenir de sa société.

## **5. En conclusion, quels enseignements nous offrent les plus pauvres ?**

### **5.1. L'insuffisance d'un "traitement social" voire d'un "traitement économique" du chômage.**

La communauté internationale, nous le disions, ne considère plus aujourd'hui le chômage et ses conséquences comme un effet malencontreux du système économique qui demanderait un "traitement social". L'idée d'un "traitement économique", voire d'un traitement du système économique, a déjà largement fait chemin. A cette prise de conscience, s'en ajoute une autre : le type d'économie de marché dans lequel se trouve engagé le monde aujourd'hui ne permettra plus, pendant longtemps, de réaliser le droit au travail qui figure dans nos déclarations et nos conventions des droits de l'homme.

L'opinion publique, les économistes et les dirigeants politiques semblent d'accord sur le fait que beaucoup peut et doit encore être fait pour élargir les plus possible l'accès au marché de l'emploi. Aussi la communauté internationale s'emploie-t-elle, sans toujours beaucoup d'effets pratiques pour le moment, à repenser l'activité économique dans les pays riches de sorte à atténuer les conséquences sociales du chômage. Mais même les réflexions et initiatives atteignent très peu, voire pas du tout, ces millions de travailleurs déjà globalement exclus de la vie économique, sociale, culturelle et politique. Dire cela, ce n'est pas ignorer l'effort remarquable de nombreux militants, fonctionnaires ou indépendants qui, d'une manière ou d'une autre, cherchent à créer l'"économie d'insertion" qu'analyse Patrice Sauvage pour la France (25).

D'une manière générale, dans les pays du Nord, les programmes de formation ne semblent pas donner lieu à un nombre suffisant d'embauches, moins encore à l'accès à de véritables carrières. La création d'emplois et les aides publiques consenties aux entreprises à cet effet favorisent les chômeurs d'un niveau de qualification relativement élevé ; c'est ce qu'on appelle en France l'effet de "dérive". Les moins instruits ne peuvent souvent espérer, au mieux, que des emplois de survie, de peu de prestige, des activités dites d'utilité collective, véritables "voies de garage". Ainsi même les efforts pour remédier au chômage demeurent exclusifs. Une partie importante des chômeurs s'éloignent non seulement du marché de l'emploi, mais aussi de la population en chômage qui peut encore espérer retrouver du travail. En regardant les mesures prises, nous ne pouvons nous empêcher d'y voir une mosaïque de mesures palliatives en vue d'une adaptation largement individuelle et non une politique globale, pour l'ensemble d'une population et qui s'attacherait aux causes de la mise à l'écart de ces millions de personnes.

23 Calvez Jean-Yves. La transformation du travail. Revue Etudes, Décembre 1993.

24 Racine R. et al. L'Europe au-delà du chômage. Centre européen de la Culture, Genève (Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1992).

25 Sauvage Patrice. op.cit.

## 5.2. Dynamisme économique et dynamisme social et culturel.

A l'exclusion du marché de l'emploi s'ajoute le fait que les possibilités et moyens concrets de s'employer autrement que dans le champ proprement économique sont distribués de façon tout à fait inégalitaire et, à la limite, tout à fait inefficace. Ce sont les favorisés de la vie économique et de l'emploi qui disposent des moyens de développer aussi leur utilité culturelle, sociale et politique. Les populations économiquement les moins favorisées ne se montrent pas du tout moins portées vers de tels investissements. Cependant leurs moyens sont tellement moindres que leurs initiatives – pour refuser la misère, promouvoir les droits de l'homme, poser des gestes d'entraide, créer la beauté autour d'eux... – sont pratiquement invisibles au regard de leurs contemporains plus privilégiés. Dans un monde qui a besoin de toutes les énergies et intelligences pour passer avec succès d'une civilisation à une autre, nous voilà en présence d'un gâchis humain difficilement acceptable et pourtant accepté.

Aurions-nous oublié que le dynamisme économique n'est pas une réalité en soi, qu'il nourrit et se nourrit de l'ensemble des motivations et activités des peuples en tous les domaines de l'existence ? Songeons-nous encore qu'en conséquence accorder les moyens de l'activité en tous ces domaines à une partie seulement de la population du monde signifie un appauvrissement de toute l'humanité à tous les points de vue ? Les plus pauvres, par leur existence et par leurs initiatives souvent désespérées pour être utiles, ne cessent de rappeler le gaspillage massif de ressources humaines.

---

## Chapitre II.

### UNE CONCEPTION NOUVELLE DU DROIT DE TOUTE PERSONNE D'ETRE UTILE : LES ENSEIGNEMENTS DU PERE JOSEPH WRESINSKI

#### 1. Le sens du droit au travail : une pensée née de l'extrême pauvreté.

Le Père Joseph Wresinski, dès les années 60, était témoin depuis plusieurs décennies de la situation des travailleurs les plus démunis. Il affirmait que le droit au travail n'existait pas pour les travailleurs apparemment les moins rentables parce que les plus atteints par les effets d'une trop longue et trop profonde pauvreté. Et il avertissait la société en disant : si ce droit n'existe pas au bas de l'échelle sociale, ne pourra-t-il pas, selon les vicissitudes de la vie économique, être retiré aussi à d'autres ?

*"Faire travailler les pauvres à toutes tâches, quelles qu'elles soient, pourvu qu'ils soient utiles, a toujours été le projet des sociétés où l'homme passe après l'intérêt et l'efficacité.*

*Cette conception de l'homme travailleur coûte que coûte a justifié, au cours des âges, tous les esclavages, les aliénations et l'exploitation de l'homme par l'homme (...) C'est à cause de celle-ci que le pain dépend du travail et que leur sueur et leur peine ont servi à bâtir une société dont les hommes ne sont pas la finalité. C'est cette conception de l'homme travailleur, pourvu d'un emploi, qui a progressivement détruit la structure morale et spirituelle de nos sociétés modernes. (...)*

*Etre libre par le travail fut l'idéal proposé par les sociétés libérales. En écho, les régimes totalitaires leur répondirent : 'seul le travail te sauvera'. Ainsi la reconnaissance, le respect des hommes, de leur dignité, n'eurent guère de prise dans l'évolution actuelle. Travailler, oui, être utile, oui, apporter sa quote-part au progrès, non. Car, pour cela, il eût fallu être reconnu, c'est-à-dire être un travailleur ayant une identité conférée par un métier appris, une liberté assurée par une profession et une compétence reconnues ; être écouté non parce que vous travaillez, mais parce que votre travail vous donne de la valeur. (...)*

*Ce qui rend libre, ce n'est pas le travail, c'est la dignité qu'il confère (...)" (1).*

L'humanité, le Père Joseph le rappelait, n'a pas inventé le droit au travail comme un droit d'être engagé sur le marché de l'emploi, mais comme le droit de toute personne de matérialiser à la fois son autonomie, sa créativité, son égalité et son utilité par rapport aux autres. Le Père Joseph ne pensait pas que n'importe quel emploi mal rémunéré, mal protégé, mais aussi mal considéré socialement, pouvait correspondre au droit de chacun d'être un homme libre et librement utile aux autres. Dès les années 60, il avait dressé une liste des occupations auxquelles pouvaient prétendre les travailleurs au plus bas de l'échelle sociale, toutes également néfastes à la santé, mal rétribuées et en voie de

<sup>1</sup> Extraits de l'éditorial de la revue "Igloos" n° 93/94. Comment identifier un peuple sans connaître son histoire ? (Pierreleaye, Editions science et service. 1978)

disparition (2).

Le Père Joseph nous rappelait que les travailleurs acceptaient ces situations professionnelles précaires pour sortir de l'isolement, de l'ennui, de l'angoisse certes, mais surtout pour justifier leur utilité pour les leurs, "*pour être quelqu'un*", comme disaient beaucoup. Il ajoutait volontiers : "*tout homme est habité d'esprit et appelé à contribuer au bien de tous*". dans son expérience, c'est cela que nous apprenaient les travailleurs les plus pauvres et les plus exclus.

## 2. Concevoir la vie active de tous dans le sens d'un partage égalitaire, aussi bien de l'activité culturelle et sociale que de l'activité proprement économique.

Dès le départ de son action, le Père Joseph Wresinski plaidait pour une nouvelle manière de concevoir le droit de tout être humain d'être utile à la communauté environnante. C'est dans cette perspective que lui-même développa une vie associative, des actions de partage du savoir, des Universités populaires Quart Monde où des personnes en grande pauvreté et d'autres milieux puissent se rencontrer et s'exercer ensemble à la créativité sociale et culturelle. Plus tard, dans des pays en développement, il lança des initiatives telles que la "Cour aux cent métiers", les programmes Art et Poésie.

Ce sont des actions qui allient l'initiation à la vie professionnelle, la découverte de la culture et la promotion d'une vie associative nouvelle. C'était le début de ce que le Père Joseph appellerait plus tard "repenser l'activité humaine". Le but n'était pas de créer des services spécifiques pour les plus pauvres et qui les maintiendraient dans la périphérie de la communauté. C'était déjà le début du partage du temps de la créativité entre travailleurs de différents milieux. Idée qu'il développa par la suite et qui le conduisit à cette conception nouvelle, non seulement d'un partage du temps de travail, mais d'un juste partage, tout au long de la vie active **de chacun**, de temps d'activité dans le champ économique et de temps de créativité sociale, politique, culturelle ou même spirituelle.

*"Lutter pour que chacun ait un travail de valeur et puisse avoir l'honneur d'être considéré comme un travailleur de rang est un combat essentiel. Mais justement pour réussir ce combat de fond, il faut en même temps lutter avec opiniâtreté pour que la période parfois inévitable de chômage soit ce temps sabbatique de l'avancée humaine et culturelle, temps de formation la plus vaste, y compris à la participation politique, religieuse et à la création artistique. Aussi le Mouvement international ATD Quart Monde demande-t-il aux Etats généraux du Chômage et de l'Emploi :*

- d'exiger, pour les chômeurs de longue durée, pour tous les chômeurs et pour tous les travailleurs de niveaux de formation modestes et menacés de chômage, le droit à la culture,*
- d'exiger que des mesures significatives soient prises pour que le double droit au travail et à la culture soit ancré de manière irréversible dans les devoirs de l'Etat" (3).*

2 de Vos van Steenwijk A.A. La provocation sous-prolétarienne. (Pierrelaye, Editions science et service, 1972)

3 Extraits du Message que le Père Joseph Wresinski avait préparé pour les Etats généraux du Chômage et de l'Emploi, tenus à Paris (France), en mars 1988.

Tout d'abord, la situation des plus pauvres telle que le Père Joseph nous l'a révélée en termes d'exclusion des droits de l'homme, nous apprend que le défi actuellement posé au monde n'est pas simplement d'avoir à affronter une mutation profonde de la vie et des relations économiques. Il est d'avoir à affronter cette mutation **à partir d'une situation d'inégalités graves**. En conséquence, si nous voulons à la fois être juste et efficace, ne devons-nous pas accorder une priorité aux populations déjà marginalisées et notamment de celles plongées dans la misère ?

### **3. Action de création sociale et politique.**

Pour le Père Joseph, il est clair que, pour sortir de leur état de dépendance totale de la charité publique et privée, les très pauvres devraient trouver leur place et leur droit de parole auprès des instances où se décident les grandes politiques nationales et internationales. Dès 1957, il rappela ce qu'a d'insoutenable, au regard des droits de l'homme, la dépendance qui fait que les services publics peuvent vous retirer vos enfants à leur gré, sans vous entendre, vous désigner n'importe quel lieu de résidence en dehors des lieux d'habitation des autres citoyens, affecter vos enfants à des filières scolaires parallèles au système général, sans jamais prendre votre avis.

Le Père Joseph mit en lumière, et aussi en pratique, plusieurs considérations qui semblent avoir gardé toute leur valeur pour l'action à entreprendre aujourd'hui, en tous pays et en toutes cultures. On pourrait dire qu'elles relèvent d'une nouvelle créativité sociale et politique.

- (a) Une population ne tombe pas dans un état de grande misère matérielle, physique et sociale, sans une longue résistance. Si elle en est là, c'est qu'elle a subi des précarités d'existence, des marginalisations paralysantes pendant longtemps, souvent depuis plusieurs générations. Quand les esprits, les corps et les coeurs ont été ainsi formés de père en fils par un dénuement et une humiliation extrêmes, une population a besoin de la présence d'hommes et de femmes de milieux plus favorisés qui, par un partage de vie, viennent lui rendre confiance dans l'existence, foi en elle-même, dans la société environnante et dans l'avenir.
- (b) Une population rejetée de la vie, mais aussi de l'histoire du monde ne peut sortir de l'exclusion sans se réapproprier son passé. Restituer à un peuple son histoire est une condition inéluctable de sa libération.
- (c) L'investissement de personnes engagées et la restitution de l'histoire doivent servir en tout premier lieu à rendre à une population sa liberté d'opinion et de prise de parole commune par l'usage de sa liberté d'association.
- (d) Dans tous les cas, on a tout intérêt à faire appel aux innombrables bonnes volontés et initiatives personnelles ou de petits groupes, déjà mises en oeuvre.

#### 4. La créativité culturelle.

Nous avons déjà évoqué le rôle-clé de l'action proprement culturelle dans le combat pour l'insertion économique et sociale. Les écarts creusés par l'extrême pauvreté et l'exclusion ne peuvent être résorbés par les seuls programmes d'alphabétisation, d'instruction scolaire ou de formation professionnelle. Ceux-ci sont indispensables, mais ils ne suffisent pas. En réalité, des populations dont toute l'expérience, toute la mémoire sont tissées d'échecs et de mises à l'écart, pour persévérer sur le chemin conduisant à la participation, ont besoin d'autres valeurs, d'autres horizons, d'une autre assurance en soi que ceux que peuvent conférer quelques modestes savoirs-faire.

La misère, nous le constatons partout, empêche de garder vivante une culture. Au colloque "Culture et pauvreté", le Père Joseph fit part de sa compréhension de la culture des plus pauvres comme révélatrice de l'exclusion qui les marque.

*"La honte subie par les plus pauvres les met en marge du droit à la culture. En effet, quand votre vie est sans continuité et vous exclut de l'appartenance à une communauté, vous ne pouvez être sujet de culture... La discontinuité établit le plus démuné en marge du droit et l'oblige à imaginer des réponses individuelles et immédiates aux questions de chaque jour. Réponses qui pallient le présent mais qui ne construisent aucun avenir. Et le Quart Monde sait bien qu'il ne peut rien bâtir de stable ni de prometteur pour les siens, tant qu'il sera tenu à l'écart des droits essentiels... Et il affirme, par la souffrance qu'il endure, combien il est vain de vouloir parler d'accès à la culture sans parler d'accès aux sécurités premières de l'existence.*

*Revenons un instant sur l'histoire, la spiritualité, le travail, la citoyenneté et la famille. A travers une lente élaboration et compréhension de ces cinq dimensions de l'existence, l'être humain s'est forgé une culture. Et, peu à peu, il a su ériger ces réalités en droits. Mais de ces droits pourtant fondamentaux, les familles du Quart Monde sont exclues. Car il n'est d'accès aux droits que face à des communautés qui vous reconnaissent en identifiant l'apport que vous leur fournissez. Hors de cette reconnaissance, toutes les mesures sont des mesures d'assistance qui ne permettent pas d'être des hommes de culture à part entière" (4).*

Il conclut en insistant sur le sens que doit avoir toute action culturelle : *"toute action culturelle en milieu très pauvre doit unifier les familles au sein des cités et quartiers. Elle doit renforcer ce refus de la misère (...) Car toute action culturelle doit donner à la population les moyens de ses convictions et les possibilités de les rendre crédibles à l'extérieur" (5).*

L'action culturelle ainsi définie est une condition pour bâtir une vie associative libératrice pouvant conduire à un partenariat d'égal à égal. Les moyens d'une telle action peuvent être très divers. Le Mouvement ATD Quart Monde en a innové un certain nombre. L'essentiel n'est pas dans la forme mais dans le principe de base que toute promotion culturelle repose sur la réciprocité et sur une double démarche :

4 Intervention du Père Joseph au colloque Culture et pauvreté tenu à la Tourette (France), décembre 1985. Extraits des Actes du colloque.

5 Culture et pauvreté. op.cit.

d'apprentissage mais aussi de créativité propre. Les populations concernées disposent d'un savoir original, peut-être peu organisé mais très réel, de ce que signifient la grande pauvreté et l'exclusion et des conditions dans lesquelles nous pouvons y mettre fin. L'action culturelle doit reposer sur une démarche d'apprentissage doublée de créativité propre, parce que c'est par la créativité qu'une population cesse d'être assistée pour devenir véritable partenaire.

Il importe de faire surgir ce que le Père Joseph appelait "une culture du refus de la misère" fondée sur la résistance à la misère qui demeure, ou tout au moins renaît de jour en jour, même dans les situations les plus désespérées.

*"Le pauvre développe sa conscience non pas tant dans le contraste avec le riche que dans le refus de la condition d'exclusion qui est la sienne. Ce refus est la marque de sa volonté de comprendre ce qu'il vit et le monde qui l'environne. (...) Vouloir comprendre les pauvres exige que nous acceptions d'être, au moins pour un temps, livrés à leur mode de pensée, afin d'en être transformés. Et ce n'est pas facile, tant il est vrai que les hommes ont pris l'habitude de se mouvoir parmi des repères sécurisants qu'ils ne sont pas prêts à perdre ou à quitter, tant ils se sont battus pour les obtenir. La culture n'est-elle pas toujours déjà la mémoire de ce combat ? Aussi devrions-nous être très lucides sur ce que nous affirmons être le choix de vie de plus pauvres. Laisser entendre qu'ils veulent rester dans la condition où ils vivent, n'est-ce pas leur refuser de participer à cette mémoire, sous prétexte que nous ne savons plus retrouver en celle-ci nos propres intuitions de départ ? En bâtissant le monde d'aujourd'hui, les hommes ne voulaient pas de l'exclusion. Que celle-ci existe ne signifie pas que ce que vivent les plus pauvres soit la vérité. Par le refus de leur condition, ils ne nous demandent pas de renier ce que nous avons construit, mais seulement de rechercher avec eux comment ils pourraient maîtriser le monde et en être des partenaires à l'égal de tous" (6).*

Au regard du Père Joseph, il faut avoir conscience des gestes que posent les très pauvres pour refuser la misère, car ils indiquent à la fois une valeur culturelle essentielle et les manières utilisées pour la mettre en pratique. Cela constitue un enseignement indispensable à toute politique, à tout programme d'action que l'on voudrait mettre en oeuvre dans un esprit de partenariat.

C'est en tous les cas, dans ce développement culturel que la vie associative des plus pauvres a puisé un dynamisme qui n'a cessé de croître depuis les années 50. Ces expériences ont été vécues entre populations pauvres et populations plus favorisées. Un véritable partenariat a été vécu là, qui a vu des personnes de milieux non-pauvres réorganiser leur vie active autrement. Ceci est déjà le signe de ce qui peut être fait dans le domaine d'une nouvelle conception de l'activité humaine.

---

6 Culture et pauvreté. op.cit.

### Chapitre III.

#### REPENSER L'ACTIVITE HUMAINE SUR LA BASE D'UNE EXPERIMENTATION

##### 1. Repenser l'ensemble des efforts de l'homme pour créer des richesses.

De nombreuses propositions touchant aux thèmes du Sommet de Copenhague cherchent, nous le disions, la solution des entraves à la vie sociale dans des réorganisations de la vie économique. L'expérience mise en route par le Père Joseph Wresinski avec des populations très pauvres invite à une démarche complémentaire : la recherche de solutions par des réorganisations dans la vie sociale et culturelle. Cette approche est suggérée par les plus pauvres eux-mêmes. Ainsi au Bangladesh une femme confie : *"Pensez-vous que ce soit une vie de voir mes enfants mendier ? Je commencerais bien un petit commerce au marché. Je serais indépendante. Mais pour obtenir un prêt, il faut que les gens du quartier disent du bien de moi. Eux, ils ne m'adressent même pas la parole"*. On peut rapprocher ces paroles de celles d'un homme qui exprime les difficultés qu'il rencontre à l'Agence de l'Emploi en France : *"Si j'étais quelqu'un, si je savais parler, on ne songerait pas à m'y traiter comme on le fait"*.

Ainsi, dans des contextes très différents, on se rend compte que pour participer à la vie économique, il faut "savoir parler", il faut "que les gens du quartier disent du bien de vous". Mais dans la conjoncture actuelle, comment arriver à cela, sinon en trouvant un travail honorable ? C'est là, nous le voyons, que nous nous situons dans un cercle vicieux. Une voie pour le briser nous est indiquée par le témoignage d'une femme de Manille. Celle-ci apprécie, pour ses enfants, une activité proprement culturelle de lecture et d'art pictural non pas tant pour les occuper et les détourner de la délinquance, mais *"pour qu'ils apprennent, qu'ils développent leur coeur et leur esprit... Ainsi ils seront bien dans la vie et trouveront du travail"*.

Les plus pauvres dans tous les continents nous rappellent que la créativité culturelle et sociale représente une force en soi. En 1988, le Père Joseph affirmait ceci :

*"Mais il faut un autre consensus de la nation pour ce qui concerne la valorisation réelle du temps où les travailleurs n'auront pas d'emploi. Des fonctionnaires, des employés, des cadres, des instituteurs, des travailleurs indépendants parlent de plus en plus de la nécessité, dans la vie professionnelle moderne, d'années sabbatiques, de temps de recyclage libre, de mise en congé volontaire... Ils revendiquent et obtiennent, avec raison, ce temps destiné non pas à une formation plus poussée dans leur champ professionnel strict mais à un élargissement significatif de leur formation culturelle plus générale."*

*Ceux qui sont ainsi dans la course pour la participation la plus large à la vie économique de demain ne se trompent pas sur l'exigence de base que représente un solide enrichissement culturel. Malheureusement, ce moyen manque totalement aux chômeurs de longue durée, alors qu'il leur est plus nécessaire encore, parce qu'ils*

*ont souvent bénéficié de moins d'acquis culturels et en ont même perdus. La culture au sens large est ce dont, d'une façon générale, le monde ouvrier a toujours été privé. Il a dû se bâtir et sortir de la pauvreté à la force de ses poignets et grâce à son organisation. Les travailleurs en grande pauvreté n'ont pas cette possibilité-là. la culture est désormais pour eux un besoin et un droit absolu" (1).*

La question posée aujourd'hui n'est-elle alors pas celle-ci : comment jalonner de manière équitable la **vie de tous** de temps de formation, de création et d'utilité dans tous les domaines où l'humanité doit pouvoir avancer ?

Les privilégiés du savoir et de la culture, qui sont aussi les privilégiés de la vie sociale, représentent une relative minorité dans le monde. Comment partager leurs acquis avec tous ceux qui sont sous-privilégiés ? Il existe aujourd'hui l'imposition sur les seuls revenus monétaires. N'est-il pas tant d'imaginer d'autres formes d'impôts ? Un "impôt-savoir", un "impôt-culture" qui amèneraient les privilégiés de la culture à aller à la rencontre des très pauvres qui, nous l'avons dit, sont en marge de tout droit à la culture. Un "impôt-temps" qui permettrait à ceux qui sont à la fois occupés dans le champ d'activité économique et dans celui des activités culturelles et sociales, de libérer de leur temps dans l'une ou l'autre de ces champs pour y associer ceux qui en sont exclus. Nous savons que cela est possible puisque ça a été expérimenté, nous l'avons évoqué, dans les actions culturelles promues par le Mouvement ATD Quart Monde et par d'autres ONG.

## **2. Une recherche-action qui restitue aux plus pauvres les moyens d'exercer leurs responsabilités et leurs droits.**

Il est trop tôt pour spéculer sur les modèles de société auxquels pourrait nous conduire une autre manière de valoriser et répartir l'ensemble de l'activité humaine. Nous avons besoin d'approfondir encore notre pensée, en nous exerçant dans des projets concrets à des relations de partenariat. Il ne peut plus être question de mandater des experts à faire des études sur les très pauvres. Depuis le rapport Wresinski "Grande pauvreté et précarité économique et sociale", nous avons compris que ces études réalisées par des professionnels ne peuvent, dans un premier temps, qu'accentuer l'absence du droit de parole et l'état de dépendance des populations en question. Le temps n'est-il pas bien plus à une vaste recherche-action engagée par la communauté internationale ?

L'avancée d'une civilisation, nous en sommes tous d'accord, dépend de ce type de démarche consistant à "agir pour comprendre". "*La jeunesse nous suivra dans des projets dictés par la vie*" disait le Père Joseph. La politologue Anne Muxel lui fait écho quand elle dit que les jeunes générations attendent aujourd'hui une politique "*qui s'attaquerait aux "vrais" problèmes, ceux de la vie quotidienne tout autant que ceux qui concernent la société à l'échelon planétaire*" (2).

Transformer ainsi la recherche dans un acte de restitution des droits de l'homme aux plus pauvres était l'objectif du Rapport Wresinski, réalisé avec tous les partenaires

1 Père Joseph Wrésinski : Communication aux Etats généraux du Chômage et de l'Emploi. op.cit.

2 Muxel Anne. "Jeunesse des années 90 : à la recherche d'une politique "sans étiquette". CÉVIPOF/CNRS, pré-actes du colloque d'avril 1993, tome I, p67.

sociaux en présence et d'une façon privilégiée avec les plus pauvres. La recherche-action, à condition de remplir un certain nombre d'exigences, a l'avantage de répondre à cette nécessité de ne pas retarder par nos études la restitution de leurs responsabilités et de leurs droits fondamentaux à ceux qui en ont été trop longtemps privés.

### **3. Les exigences d'une recherche-action qui change quelque chose dans la vie des populations exclues.**

La première exigence est sans doute celle de la réciprocité des savoirs. Quel que soit l'objet particulier d'un programme d'action, celui-ci doit permettre à tous les partenaires d'apporter leur savoir propre et de développer à partir de là une pensée commune.

Un tel partenariat ne peut naître que d'un cheminement dans le temps, d'une vie quotidienne partagée durant une période suffisamment longue pour que les partenaires se fassent confiance et développent une appréciation commune des situations. C'est là la seconde exigence.

### **4. Le choix des activités.**

Le Rapport Wresinski a démontré avec netteté qu'un combat contre la pauvreté et l'exclusion qui soit un combat pour les droits de l'homme, demande une politique globale, cohérente et prospective. Cela ne veut pas dire que, pour agir, nous devons attendre d'avoir les moyens d'aborder tous les domaines de l'existence en même temps. La recherche-expérimentation sera nécessairement limitée. Ce n'est pas un inconvénient si les partenaires sont conscients d'ouvrir un chemin parmi d'autres. L'important est de ne jamais croire avoir trouvé **la clé**, alors qu'on détient **une des clés** de la solution. L'important est de se rendre compte qu'on ne mène pas une action simplement pour réussir un programme en soi mais pour, à travers ce programme particulier, s'attaquer à la misère.

Le choix des activités immédiates peut alors être très libre et varié ; il doit tenir compte du contexte, épouser la situation d'une population, ses priorités, les moyens qui lui sont familiers et les grandes lignes de la politique du pays où l'action va se développer.

### **5. Quelques considérations économiques.**

Certes, un fort courant d'opinion et de pensée économique se porte aujourd'hui en faux contre une économie laissée en liberté. Contre une économie qui divise l'humanité en travailleurs diversement efficaces, certains étant même considérés comme inutiles. Mais, comme nous le disions déjà, la pensée économique contemporaine garde du mal à se défaire de l'idée que la solution au chômage est dans **la seule** création d'emplois "marchands" et leur partage équitable entre les travailleurs.

Les conclusions des réunions annuelles du Forum économique mondial (3), qui se déroulent à Davos, sont particulièrement parlantes. La cause majeure de la régression de l'activité économique résiderait dans *"les rigidités de l'emploi"* et dans les *"excès du passé de la société de bien-être"*. Pas étonnant qu'on y prévoit que l'adaptation structurelle sera difficile en raison de son coût social élevé. Le discours de la BIRD (4), est infiniment plus nuancé. Plus encore que d'autres organes, la Banque Mondiale est tiraillée entre le pouvoir d'un système économique et le contre-pouvoir pour le moins moral que signifie la misère qu'elle est appelée à regarder, à mesurer, sinon à pouvoir vraiment combattre.

Sans doute la vraie question est-elle de savoir comment s'assurer que la pensée et les discours des organes des Nations Unies puissent effectivement prévaloir à terme ? C'est à cette condition que les portes pourront s'ouvrir à une recherche-action sur l'ensemble de l'activité humaine qui, sinon, ne sera même pas jugée utile.

---

3 Forum économique mondial, Rapport et principales conclusions de la Réunion annuelle, février 1994, à Davos (Suisse).

4 The World Bank group. Learning from the past, Embracing the future, publié en juillet 1994.

## CONCLUSION

Pour le Père Joseph Wresinski, repenser l'activité humaine commençait avec l'effort même de repenser, en l'expérimentant, le droit de toute personne de participer pleinement à la création des richesses économiques, sociales, intellectuelles, culturelles et spirituelles des peuples. Les pauvres ne devaient plus avoir à attendre que nous découvriions, de décennie en décennie, toujours de nouvelles clés à leur délivrance. Ils devaient recevoir les "pouvoirs" de prendre part, ici et maintenant, à la recherche de ces clés. Tout l'objet de ce document est là.

Réaliser une telle ambition relève de l'idéal. Ni le système des Nations Unies, ni aucun des Etats membres, ne sont bâtis pour supporter, du jour au lendemain, pareil renversement. Il s'agit dans l'immédiat d'en ouvrir les chemins. Pour ce faire, l'ONU peut beaucoup.

◦  
◦◦

Ce sont en effet, à tous les échelons, les fonctionnaires du Secrétariat et des diverses agences des Nations Unies à travers le monde qui pourraient donner une impulsion déterminante au projet de recherche-action tel que nous l'avons esquissé. Ils jalonnent leur vie professionnelle de temps sabbatiques pendant lesquels ils mettraient leur personne et leurs capacités au service de programmes qui s'attacheraient à offrir aux plus pauvres à la fois un métier d'avenir et les moyens de s'exercer à la vie associative.

L'expérience de ces temps sabbatiques ne peut se développer que sur un terrain préparé. Celui qu'offrent beaucoup d'ONG, partenaires autonomes qui ont su et savent se tenir près des plus pauvres, est particulièrement propice. Aussi est-ce ensemble que les fonctionnaires des Nations Unies et les ONG pourraient, à l'occasion de ces périodes sabbatiques, commencer à établir un partenariat avec les plus pauvres qui permettrait à ceux-ci de participer également à la vie économique, sociale et culturelle.

De telles initiatives lancées par les agents des Nations Unies, pourraient ensuite se développer à travers les organisations régionales, la fonction publique des Etats membres et de leurs diverses collectivités territoriales, pour s'étendre ensuite au secteur des entreprises privées, en répertoriant les expériences déjà menées, riches de leçons pour une action généralisée.

L'expérience de l'ONU a largement démontré que là où se rassemblent des personnes, des intelligences, des bonnes volontés, naissent des projets et se trouvent des finances. Avec leur marge de liberté de proposition, de conception et d'exécution de leurs programmes, les agences spécialisées de l'ONU ont les possibilités d'innovation et d'action que l'on sait.

L'UNICEF est sans conteste l'organe de l'ONU demeuré le plus proche des très pauvres. Autant qu'avec l'OMS, l'UNICEF pourrait s'allier à l'UNESCO, première

institution spécialisée de l'ONU à avoir vu dès 1961 que la grande pauvreté demeurait un problème mondial, et dont, depuis, les connaissances en ce domaine se sont considérablement enrichies.

Le savoir du BIT permettrait d'éclairer les conditions à réunir pour que tous puissent obtenir des chances égales de contribuer au développement.

Le Centre des Droits de l'Homme, administration sur laquelle s'appuie la Commission des Droits de l'Homme à Genève, dispose, certes, de moyens réduits. C'est pourtant à son directeur et à ses collaborateurs qu'est due une remarquable avancée dans la compréhension de la relation entre pauvreté et droits de l'homme.

C'est bien sûr au Secrétaire Général qu'il faut confier la responsabilité générale des actions ici proposées. Il peut beaucoup, en mettant dans la balance son autorité et son prestige personnel pour faire avancer un changement des mentalités. Il l'a déjà fait. Il peut le faire toujours plus, en s'appuyant sur l'ensemble de ses services, sur ceux de l'information en particulier, sur les bureaux de l'ONU dans le monde entier.

C'est au Secrétaire Général que le Mouvement ATD Quart Monde doit d'avoir pu conduire jusqu'à son aboutissement, la reconnaissance du 17 octobre comme Journée Mondiale du refus de la misère. Journée non pas de discours, mais de rencontre entre les peuples, entre pauvres et plus favorisés, entre ceux qui exercent leurs droits de citoyens et ceux qui en sont exclus.

°  
°°

Un langage est à créer, une interrogation permanente à faire entrer dans les mœurs: "Nous les peuples des Nations Unies qu'avons-nous fait des plus vulnérables de nos frères ? Que deviennent dans nos politiques et nos programmes, dans nos mutations, ceux qui ne participent déjà plus au devenir du monde ?"

Mobiliser les peuples, mobiliser les petits et les humbles, cela a toujours fait peur à certains. A tort ou à raison ? Ceux d'entre nous qui ont l'honneur de fréquenter les habitants des zones de misère savent que, plus que tous les autres hommes, ils ont soif de paix. A cause de leur désespérance, ils peuvent à l'occasion être mobilisés pour le pire. Leurs aspirations profondes les conduisent peut-être plus que d'autres à vouloir le meilleur.

Quant au Père Joseph Wresinski, homme de la misère, il a su mobiliser les siens dans tous les continents. Mais il ne les a pas mis en route, seuls. Trente ans durant, il a entraîné aussi, toujours plus nombreux, des hommes et des femmes aux compétences éprouvées, de toutes cultures et de tous milieux. Pour leur faire appréhender la misère universelle, et apprendre à découvrir le monde par le bas. Il leur a fait assumer leur diversité, parce que, pour lui, l'unité des êtres humains ne pouvait exclure aucune des valeurs dont chacun est porteur.

En procédant ainsi, le Père Wresinski n'a pas propagé une idée, il a créé une histoire. Il a expérimenté sa vision, il l'a fondée dans la vie. A sa suite, des personnes de

toutes conditions, pauvres et non-pauvres, ont préfiguré ensemble ce qu'était d'organiser autrement le temps de la vie sociale, culturelle et économique.

Si les agences du système de l'ONU, sous l'impulsion de son Secrétaire Général, pouvaient se porter garantes de cette histoire à leur tour, n'est-ce pas l'idée même de l'unité des Nations qui se trouverait enracinée un peu plus dans les réalités du monde ?

---